

505 LH 45h/2

92 h1

(1939)

Subvention à l'oeuvre "La Mutualité Maternelle de Paris" -

Exercice 1939 (15.000 fr)

C.D. 19.12.39 38 VII

QUESTION VII - Subvention à l'oeuvre "La Mutualité Maternelle de Paris" (15.000 fr).

P.V. COURT

Le Comité approuve les propositions qui lui sont soumises pour 1939, étant entendu qu'en principe, en 1940, les relations avec "La Mutualité Maternelle de Paris" devront être assurées par la Caisse de Prévoyance.

STENO p. 38

M. GRIMPRET. - Que veut dire cette phrase de la page 3 du rapport qui nous est soumis : "Mais cette Caisse, qui ne possède pas encore les ressources nécessaires pour faire face à toutes les demandes de cette nature, a prié la S.E.C.F. de procéder, pour cette année encore, à l'examen de la question." ?

M. LE PRÉSIDENT. - Nous allons augmenter les cotisations ~~maximales~~ versées à la Caisse de Prévoyance, qui verra ainsi ses ressources augmenter.

M. LE GÉNÉRAL. - La Caisse de Prévoyance n'assure pas encore le paiement de l'allocation maternité. Nous prenons toutes dispositions utiles pour qu'elle puisse le faire à partir du 1er janvier prochain.

M. ARON. - Je suis convaincu que l'oeuvre en question rend des services appréciables, mais j'estime qu'elle devra, à plus ou moins brève échéance, être traitée par notre Caisse de Prévoyance comme le sont tous les dispensaires; notre Caisse n'aura donc pas à lui octroyer une subvention, mais

mais à passer avec ~~xxxxx~~ cette Oeuvre un contrat pour les soins à assurer ~~par~~ par ~~xxxxx~~ cette dernière.

Je reconnais qu'actuellement la Caisse de Prévoyance n'assure pas les soins et prestations en cas de maternité, et n'a pas par ailleurs les ressources nécessaires pour aider les organismes qui accordent ces prestations à sa place. Je suis donc d'accord pour que, cette année encore, la S.N.C.F. alloue une subvention à la Mutualité Maternelle de Paris, mais à condition de prévenir cette dernière qu'à partir de 1940, aucune subvention ne lui sera donnée et qu'elle aura à traiter directement avec la Caisse de Prévoyance comme le font les dispensaires.

M. LE PRESIDENT. - M'engageons pas d'ores et déjà à l'avenir ~~xxxxxxx~~ de façon définitive. La Caisse de Prévoyance couvrira-t-elle toutes les prestations fournies par l'oeuvre en question ?

M. ARON - J'espère bien que oui.

M. GRIMPRET. - Je suis d'accord pour préciser que cette oeuvre devra, à partir de 1940, se mettre en rapport avec la Caisse de Prévoyance.

M. ARON. - Nous accordons trop de subventions de cette nature. Je crois nécessaire d'y mettre un terme à plus ou moins brève échéance.

M. GRIMPRET. - Nous n'avons pas été appelés à donner notre avis lorsqu'en 1938 une subvention a été allouée à cette oeuvre. C'est pas une critique, car il résulte des renseignements qui m'ont été fournis, que cette subvention a été accordée avant la dépêche ministérielle du 18 octobre

XXXI 1938 prescrivant de soumettre au Comité les diverses subventions octroyées par la S.N.C.F. Mais je constate que la Mutualité Maternelle de Paris reçoit déjà 1.100.000 fr de la part de l'Etat.

M. LE BERNERAI. - De toute manière, l'oeuvre aura, l'an prochain, à se mettre en rapport avec la Caisse de Prévoyance.

M. LE PRESIDENT. - D'accord, en principe. Cela entendu, nous approuvons les propositions qui nous sont soumises.

Société Nationale
des
Chemins de fer français

Le 11 décembre 1939

D. 961/ 80

Mutualité Maternelle de Paris
Demande de subvention

RAPPORT AU COMITÉ DE DIRECTION

Mademoiselle de FREGEVILLE, Secrétaire de l'Oeuvre "La Mutualité Maternelle de Paris", a demandé à la S.N.C.F. de lui maintenir, pour 1939, le concours financier dont elle avait bénéficié jusqu'ici.

Cette Oeuvre, qui a été créée en 1892, a pour objet de favoriser la natalité en accordant non seulement aux mères des secours sous forme d'allocations et de primes à la naissance mais aussi en leur donnant, ainsi qu'aux enfants, tous les soins que nécessite leur état.

Elle a organisé, à cet effet, un service complet de consultations maternelles prénatales et postnatales, des maternités, des consultations pour les nourrissons et les enfants de 2 à 7 ans, des pouponnières, des crèches, des centres d'élevage, des services de surveillance de nourrices et de visites à domicile, ainsi que des dispensaires où sont pratiquées les interventions légères.

L'Oeuvre dispose, actuellement, tant à Paris qu'en banlieue et en province, de 411 sections de pesées et de consultations, d'une maternité (Eueil), d'un centre d'élevage (Ermont) et de 5 dispensaires. Elle s'est assuré le concours de 150 médecins, de 1.200 dames bénévoles et de 54 assistantes sociales.

Au cours de l'exercice 1938, ses collaborateurs ont effectué 299.000 pesées de nourrissons, 123.000 examens médicaux, 41.800 visites à domicile, et pratiqué 6.711 vaccinations et cuti-réaction.

L'Oeuvre a distribué, en outre, 4.826 primes de natalité représentant une somme globale de 580.190 francs, 77.690 boîtes de lait condensé et 338.199 litres de lait frais.

.....

Les familles de nos agents ont toujours trouvé, dans les différents Centres de la Mutualité Maternelle de Paris, le meilleur accueil et des soins particulièrement éclairés. Les interventions en leur faveur, au cours de l'exercice 1938, se décomposent ainsi qu'il suit :

- Consultations médecine générale	1.547
- Consultations prénatales	27
- Consultations de nourrissons	1.736
- Consultations autres enfants	87
- Pesées de nourrissons	1.122
- Pesées autres enfants	70
- Gymnastique médicale	514
- Cutis	10
- Piqûres anatoxine	152
- Piqûres diverses	24
- Pansements, analyses	22
- Vaccinations anti-varioliqes	15
- Traitements anti-vénériens	20
- Séances de rayons ultra-violet	380
- Opérations oto-rhino-laryngologiques	207
- Radioscopie et radiographie	164
- Ophtalmologie	174
- Visites à domicile	13

6.284

Grâce au perfectionnement de ses installations et à leur développement, la Mutualité Maternelle de Paris se classe désormais parmi les plus grandes oeuvres qui ont consacré leur activité au problème de l'enfance.

Ses principales ressources sont constituées par le produit des cotisations de ses membres (de 8 fr à 25 fr selon la catégorie) et des ventes de charité qu'elle organise, par la rémunération reçue des Caisses d'Assurances Sociales et par les subventions que lui versent l'Etat (1.100.000 francs) et les grandes organisations patronales.

La Mutualité Maternelle de Paris présentant, comme il est montré ci-dessus, un intérêt particulier pour les familles des agents, les anciens Réseaux de l'Etat et du Nord, plus spécialement intéressés, lui accordaient régulièrement chaque année des allocations, qui s'élevaient respectivement à 20.000 francs et 2.000 francs.

Ces deux subventions ont été renouvelées par la S.N.C.F. en 1938.

Pour l'exercice 1939, la question se présente sous un jour particulier.

L'activité de la Mutualité Maternelle de Paris relève en effet, en majeure partie, depuis le mois d'octobre 1938, du domaine de la Caisse de Prévoyance instituée en faveur des agents et c'est à cette dernière qu'il appartient, par suite, d'examiner la demande de l'Oeuvre et de prendre en charge, le cas échéant, le montant de sa subvention.

Mais cette Caisse, qui ne possède pas encore les ressources nécessaires pour faire face à toutes les demandes de cette nature, a prié la S.N.C.F. de procéder, pour cette année, encore, à l'examen de la question.

Pour éviter de priver l'Oeuvre dont il s'agit de tout appui de notre part pour l'exercice en cours, j'ai l'honneur de proposer au Comité de Direction de lui maintenir notre concours financier, en le ramenant, toutefois, à quinze mille francs, par application de la politique restrictive suivie par la S.N.C.F. en matière de subventions.

signé : VAGOGNE

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

-:-:-:-:-

Comité de Direction

-:-:-

Séance du 19 décembre 1939

-:-:-

VII- Subvention à l'oeuvre "La Mutualité
Maternelle de Paris" (15.000 fr).